



Arrêté n° AR-TEMP-148-26  
Nature de l'acte : 6.4 Autres actes réglementaires

**PORTANT AUTORISATION TEMPORAIRE D'OUVERTURE D'UN DEBIT DE BOISSONS**

Le Maire de la commune de Mornant,

**Vu** l'arrêté de Monsieur le préfet sur la police des lieux publics, pris en application des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la Santé Publique,  
**Vu** les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** les articles L.3331-1, L.3334-2 du Code de la Santé Publique,  
**Vu** la demande d'autorisation d'ouverture de buvette établie par Madame Juliette BARRET, directrice du Théâtre Culturel Jean Carmet, pour le compte de la Copamo,  
**Considérant** que l'opération projetée tombe sous le coup des dispositions législatives et réglementaires susvisées,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** La Copamo représentée par Madame Juliette BARRET, Boulevard du Pilat 69440 Mornant est autorisée à ouvrir un débit exceptionnel et temporaire de boissons de troisième catégorie.

**ARTICLE 2 :** L'ouverture s'effectuera le samedi 30 mai 2026 de 18h à minuit à l'occasion de la projection du film « Les chaillées de l'enfer » organisé par le Théâtre Culturel Jean Carmet à l'espace culturel Jean Carmet à Mornant.

**ARTICLE 3 :** En cas de contrôle, il sera demandé de présenter une pièce d'identité accompagnée du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté pourra être retiré à tout moment et notamment :

- **Pour un motif d'intérêt général,**
- **En cas de non-respect de l'une des dispositions de la présente.**

**ARTICLE 5 :** Le Directeur est chargé de l'application du présent arrêté qui sera :

- Notifié à Madame Juliette BARRET, responsable de l'espace culturel Jean Carmet,
- Transmis à la Gendarmerie de Mornant,
- Publié sur le site internet de la ville de Mornant.

**ARTICLE DERNIER :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Mornant dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Fait à Mornant, le 7 mai 2026

Le Maire

Renaud PFEFFER

